

Moscou, lundi 24 février 1941, en ce glacial hiver moscovite, la délégation économique helvétique conduite par le diplomate Hans Ebrard signe les accords qui désormais lient la Suisse à l'URSS. Un long chemin a été nécessaire avant d'en arriver là. En effet, depuis la fin de la Première Guerre mondiale en 1918 et le renvoi de Suisse de la mission Berzine, une mission émanant de la toute jeune République socialiste fédérative soviétique de Russie (la future URSS) auprès de la Confédération, les relations, aussi bien diplomatiques qu'économiques sont houleuses entre la Suisse et l'URSS. Il faut attendre 1927 pour qu'enfin un semblant de contact s'établisse entre les deux capitales. Mais à quel prix, tant les relations économiques ne sont plus que l'ombre de ce qu'elles étaient avant la Révolution de 1917. De 130 à 140 millions de chiffre d'affaires annuel, on passe à 10 millions d'échanges commerciaux entre les deux pays. Une proportion sans commune mesure avec l'immense potentiel de l'économie soviétique riche en matières premières, comme c'est le cas avec les produits minéraux par exemple dont l'économie Suisse a cruellement besoin si elle entend répondre aux défis qui sont les siens en cette période délicate pour son approvisionnement. Depuis l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, la position de la Suisse est devenue particulièrement inconfortable, entourée par les forces de « l'Axe », la Suisse se retrouve en mauvaise posture et se doit de répondre aux besoins de son économie.

Un accord à l'ombre de Berlin

Mais, dans cette Europe en guerre, le destin de la Suisse est intimement lié à celui de l'Allemagne. Son emprise est considérable sur l'économie helvétique. Les entrepreneurs suisses n'ont pas attendu le déclenchement des hostilités pour travailler avec leurs voisins d'outre-Rhin. Au-delà de la fascination venimeuse qu'exerce le Troisième Reich conduit par Adolf Hitler sur une partie de l'opinion nationale, l'exposition aux risques des entrepreneurs helvétiques dépasse tout ce que l'entendement peut imaginer. Pour un ordre d'idée, en 1931, la Suisse est le quatrième plus gros investisseur outre-rhin avec un total de 2'390 millions de Reichsmarks (512 à long terme et 1878 à court terme), des chiffres ahurissants pour un si petit pays. Des chiffres qui vont aller crescendo jusqu'en 1943 suite à la déroute allemande de Stalingrad. La clé de l'accord liant les Suisses et les Soviétiques se trouve donc à Berlin et il faut attendre la stupéfiante signature du pacte Molotov-Ribbentrop en août 1939 pour que la situation se débloque et que l'idée d'un accord fasse son chemin entre Berne et Moscou. La diplomatie suisse va alors s'atteler à la tâche pour mettre en place une délégation composée de quinze personnes issues de l'économie publique et privée.

Un débat convulsif

L'ambiance durant les négociations va être difficile, les Soviétiques avec à leur tête le diplomate Anastas Mikoïan vont se montrer âpres à la discussion. Intransigeants – ils exigeront la fourniture de matériel pour la production horlogère et une représentation commerciale dans la capitale fédérale. Mais l'encre des signatures à peine sèche et dès le retour en Suisse, le débat va devenir convulsif entre les représentants helvétiques du monde politique et de l'économie. On ne veut pas dans la société civile, judiciaire, policière et dans une moindre mesure politique helvétique des exigences soviétiques tant l'on craint en haut lieu la menace communiste qui pourrait séduire une partie des classes ouvrières soumises à des rythmes de production infernaux depuis le début de la guerre. Le débat va alors s'enliser et le début de « Barbarossa » va geler l'accord. La diplomatie suisse tentera à plusieurs reprises de renouer le dialogue, en vain. Il faudra attendre le refus de Staline de rétablir des relations diplomatiques avec la Suisse et la démission de Pilet-Golaz à la fin 1944, remplacé par le radical Max Petitpierre, pour qu'enfin le dialogue politique et économique se rétablisse entre Berne et Moscou.